

La Chine face au déclin démographique

Pendant de nombreux siècles, la Chine a eu la plus importante population au monde et, depuis l'arrivée au pouvoir du Parti communiste chinois (PCC) en 1949, le nombre de Chinois a presque triplé pour atteindre 1,41 milliard aujourd'hui.

Cependant, à partir des années 1970, la Chine a entrepris un effort concerté pour limiter les naissances, qui a culminé, à partir de 1980, avec l'application coercitive de la politique de l'enfant unique pendant trente-cinq ans. L'objectif de cette campagne n'était pas simplement de réduire le taux de natalité, mais de mettre un terme à la croissance démographique et de réduire considérablement la population d'ici la seconde moitié du XXI^e siècle.

Dans ce contexte, l'annonce en janvier dernier de l'amorce du déclin de la population chinoise a été capitale. En 2022, il y a eu précisément 9,56 millions de naissances et 10,41 millions de décès. La Chine a ainsi terminé l'année avec 850 000 personnes en moins (1). L'Inde devrait donc bientôt dépasser la Chine et avoir la plus grande population du monde, si ce n'est pas déjà le cas. Plutôt que de se réjouir d'avoir réussi à inverser la croissance démographique, le PCC considère désormais le début du déclin de la population comme une crise potentielle. Afin de comprendre pourquoi il en est ainsi et pourquoi les mesures prises par le PCC pour augmenter les taux de natalité ont été inefficaces, il est nécessaire d'examiner les données historiques.

Pseudo-science et ignorance démographique dans la campagne pour l'enfant unique

Au début des années 1970, alors que l'indice synthétique de fécondité (ISF, une estimation du nombre de naissances pour une femme moyenne au cours de sa vie) était proche de 6, le PCC a lancé

sa campagne « Plus tard, plus longtemps, moins nombreux », qui limitait notamment les familles urbaines à 2 enfants et les familles rurales à 3. Grâce à une série d'incitations et de sanctions, appliquées par une bureaucratie nationale de planification familiale, cette campagne a permis de réduire l'ISF de la Chine à 2,7/2,8 à la fin de la décennie. En 1978-1979, alors que les dirigeants du PCC lançaient leur spectaculaire programme de réforme du marché, ils ont également mis fin à la campagne « plus tard, plus longtemps, moins nombreux » et ont imposé la limite d'un seul enfant. Nous ne savons pas comment les dirigeants du PCC sont parvenus à cette décision, mais peut-être que du fait que l'augmentation rapide des revenus par habitant était un objectif central des réformes économiques, ils ont simplement décidé qu'ils devaient augmenter la production économique (le numérateur) tout en diminuant la population (le dénominateur). Quoi qu'il en soit, alors que ces décisions du PCC étaient prises, les démographes de la République populaire de Chine ont commencé à débattre des politiques démographiques à mettre en œuvre. Ces débats ont finalement été dominés par Song Jian, ancien spécialiste de fusées, politiquement influent. Influencé par des voyages en Europe et des contacts avec des chercheurs malthusiens spécialisés dans la démographie apocalyptique, Song a soutenu que la Chine devait viser, 100 ans plus tard, une population ne dépassant pas les 700 millions d'habitants (la population de la Chine en 1979 approchait déjà le milliard). Cet objectif ne pouvait être atteint qu'en imposant une limite d'un seul enfant. Certains démographes, critiquant les affirmations pseudo-scientifiques de Song, ont fait valoir qu'une politique aussi radicale entraînerait un vieillissement sans précédent et nuirait aux familles, mais leurs arguments ont été balayés comme des questions

Par **Martin K. Whyte**, professeur émérite de la chaire John Zwaanstra d'études internationales et de sociologie à l'Université de Harvard.

Photo ci-dessus : Tandis que le taux de fécondité chinois en 2022 est tombé à 1,18 enfant par femme — un chiffre bien en deçà du taux de remplacement de 2,1 enfants par femme —, la Chine fait également partie des pays où le sex-ratio à la naissance est le plus asymétrique (112 naissances masculines pour 100 naissances féminines en 2021), ce qui engendre un important déficit d'environ 30 millions de femmes. (© Shutterstock)

pouvant être traitées ultérieurement (2). Les arguments extrêmes mais prétendument scientifiques de Song ont servi de justification après coup à la politique de l'enfant unique nouvellement lancée.

La fécondité en Chine est tombée en dessous du taux de remplacement (ISF = 2,1) au début des années 1990 et a continué à baisser depuis, pour atteindre un taux estimé à 1,3 en 2020. La campagne en faveur de l'enfant unique, appliquée brutalement pendant des décennies, est généralement considérée comme la principale raison de ce déclin. Toutefois, cette perception ne tient pas compte du fait que le boom économique d'après 1978 a radicalement transformé la société chinoise, augmentant les revenus, les niveaux d'éducation, les taux d'urbanisation et bien d'autres choses encore au cours des quatre décennies qui ont suivi. Comme le dit le slogan démographique, « le développement est le meilleur contraceptif ». L'essor économique de la Chine aurait entraîné une forte baisse de la fécondité, comme

la croissance l'a fait ailleurs en Asie de l'Est, sans la coercition et les souffrances massives engendrées par la campagne en faveur de l'enfant unique. Le fait que le développement plutôt que l'application de la limite de l'enfant unique ait été le principal moteur de la baisse de la fécondité est démontré par ce qui s'est passé après la fin de la campagne. En effet, les familles ont été autorisées à avoir deux naissances à partir de 2016, puis trois en 2021. Or, si une modeste augmentation des naissances a été enregistrée en 2016, les naissances ont diminué chaque année depuis lors, le total de 2022 dépassant à peine la moitié du total de 2016. Cela alors même que le PCC encourage désormais vigoureusement les naissances. Le fait que les Chinois résistent à l'appel du PCC à avoir plus de bébés peut s'expliquer par le fait que les familles, et les femmes chinoises en particulier, sont soumises à des pressions similaires à celles de leurs homologues d'autres pays d'Asie de l'Est à très faible fécondité (bien que la Chine reste un pays à revenu moyen supérieur plutôt qu'un pays riche) (3). Elles vivent dans une société très compétitive, inégale et coûteuse, où le lancement d'une nouvelle génération d'enfants se fait à un rythme effréné (4).

Pourquoi le PCC est-il passé de la limitation des naissances à la promotion des naissances ?

Le changement radical de la politique du PCC est une reconnaissance tacite du fait que les critiques formulées à Song Jian à la fin des années 1970 étaient justes : forcer une baisse très rapide du taux de natalité conduirait à un vieillissement exceptionnellement rapide de la population, une tendance à laquelle il faudrait faire face. La Chine a ainsi rejoint un grand nombre d'autres pays (Japon, Italie, Russie, etc.) dont la population diminue et dont la proportion de personnes âgées augmente. Mais la Chine a effectué cette transition beaucoup plus rapidement que les autres pays. En outre, la Chine a « vieilli avant de s'enrichir », faisant face au défi de répondre aux besoins des personnes âgées sans disposer d'un ensemble bien développé d'institutions et de ressources d'aide sociale. Le déclin de la population nationale peut présenter des avantages, comme la réduction des pressions sur l'environnement et des niveaux de pollution. Cependant, le nombre de nouveaux travailleurs entrant sur le marché du travail diminuant chaque année après 2010, alors que le nombre de retraités continue d'augmenter, le soutien financier aux personnes âgées est déjà menacé (5). L'augmentation des fonds destinés à renforcer le soutien aux personnes âgées laisse moins d'argent pour investir dans l'éducation, la technologie et d'autres priorités, ce qui menace la

croissance économique. Les défis ne sont pas seulement financiers, le soutien social et émotionnel des personnes âgées étant déjà menacé par l'épuisement des réseaux de parenté.

Le PCC a réagi à la baisse de la fécondité par des mesures d'incitation à la natalité, notamment des primes en espèces pour les naissances supplémentaires, l'extension des congés de maternité payés, l'augmentation des investissements dans les établissements préscolaires et, dans une province, l'encouragement des femmes célibataires à avoir des enfants. Cependant, l'expérience internationale montre que ces incitations ne sont pas efficaces pour augmenter le nombre de naissances, et que même des changements de politique et des dépenses beaucoup plus importants ne peuvent pas inverser le déclin de la fécondité, une fois qu'un pays est en dessous du niveau de fécondité de remplacement (6).

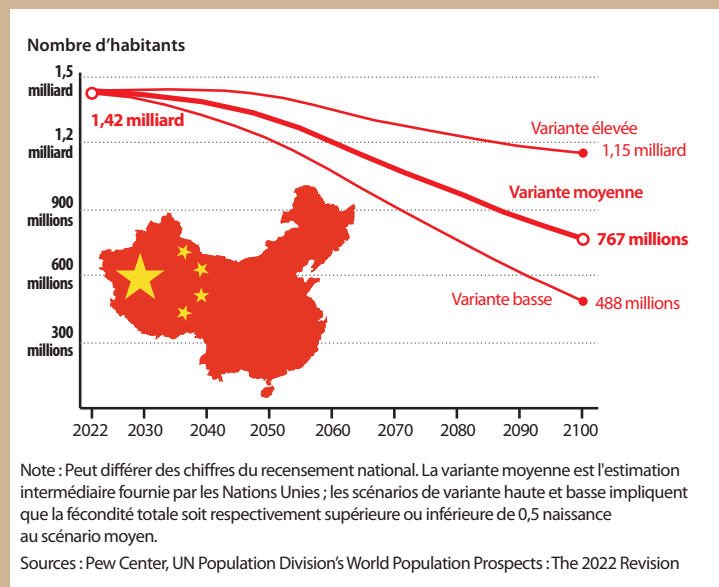
Le PCC regrette aujourd'hui d'avoir obtenu ce qu'il souhaitait dans les années 1970. Il devrait néanmoins abandonner sa quête donquichottesque de mesures susceptibles d'augmenter les taux de natalité. En effet, les autorités (et le peuple chinois) seraient mieux servis en se concentrant sur des mesures visant à améliorer le bien-être de leur population — plutôt que d'en augmenter la quantité —, telles l'amélioration des possibilités de scolarisation des jeunes ruraux, la réduction de la discrimination entre les sexes et la mise en place d'un filet de sécurité sociale plus solide et plus inclusif.

Martin K. Whyte

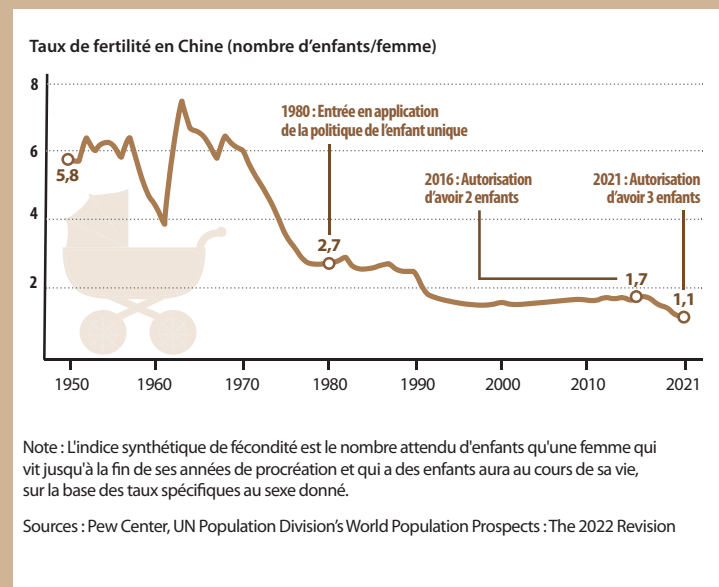
Notes

- (1) Alexandra Stevenson and Zixu Wang, « China's Population Falls, Herald a Demographic Crisis », *The New York Times*, 16 janvier 2023 (<https://rb.gy/ti1ygg>).
- (2) Susan Greenhalgh, *Just One Child: Science and Policy in Deng's China*, Berkeley, Univ. of California Press, 2008.
- (3) Actuellement, l'indice synthétique de fécondité au Japon est inférieur à 1,4 tandis que la Corée du Sud a le taux de fécondité le plus bas du monde, avec un indice de fécondité de 0,78 (<https://rb.gy/l7u26l>).
- (4) En 1978, les femmes chinoises ne représentaient que 23 % des étudiants à l'université, contre 50 % aujourd'hui (voir Martin K. Whyte et William L. Parish, *Urban Life in Contemporary China*, Chicago, University of Chicago Press, 1984, p. 199).
- (5) Un rapport des Nations Unies de 2007 (*World Population Aging 2007*, New York, United Nations) a calculé que cette année-là, il y avait 9,1 personnes employées pour chaque Chinois de plus de 65 ans et a estimé que d'ici 2025, ce chiffre serait réduit à 5,0 et d'ici 2050 à seulement 2,1.
- (6) Andrew Jacobs et Francesca Paris, « Can China Reverse Its Population Decline? Just Ask Sweden », *The New York Times*, 9 février 2023 (<https://rb.gy/sdxkri>).

Une population chinoise passant sous le milliard avant 2100 ?



La chute discontinue du taux de fécondité chinois





La question des retraites : un sujet explosif

Photo ci-dessus :

Groupe de retraités chinois jouant au Mah-jong. Le 15 février 2023, la ville de Wuhan était le théâtre, pour la seconde fois en six jours, d'une manifestation de retraités — d'ampleur limitée — contre la baisse de l'allocation santé qui leur est versée chaque mois, suite à la réforme de l'assurance maladie progressivement mise en place depuis maintenant deux ans, et qui entraîne des inquiétudes sur l'avenir à moyen terme de leur pension de retraite. (© Shutterstock)

En France comme en Chine, l'âge de la retraite est anormalement précoce par rapport aux standards internationaux. S'il est de 62 ans dans le cas de la France — que le président Emmanuel Macron veut porter à 64 ans —, la Chine continue curieusement d'appliquer l'âge de la retraite qu'elle a copié de l'URSS il y a près de 75 ans. Bien que Pékin prétende promouvoir l'égalité des sexes, l'âge de la retraite diffère pour les hommes et les femmes : 60 ans pour la plupart des hommes, mais 55 ans pour les femmes qui occupent des emplois intellectuels, et 50 ans pour les femmes qui occupent des emplois manuels. À l'image de la France, la Chine envisage également de relever ces âges, vraisemblablement en plusieurs étapes, et de parvenir à un âge identique pour les hommes et les femmes. Mais elle n'a pas encore annoncé de plan spécifique ni de calendrier pour ce faire. Cette mesure pourrait contribuer à relever le défi de la diminution du nombre de jeunes travailleurs entrant sur le marché du travail, mais elle pourrait avoir un coût. En effet, si la Chine et l'ancienne Union soviétique ont initialement avancé l'âge de la retraite des femmes, c'est pour que les jeunes retraitées puissent prendre en charge la

garde des enfants et d'autres tâches domestiques, afin que leurs filles ou belles-filles maintiennent les taux très élevés de travail à temps plein typiques des sociétés socialistes d'État. Si les femmes restent plus longtemps sur le marché du travail en Chine, il est fort probable que leurs filles ou belles-filles auront du mal à gérer la situation et abandonneront le marché du travail. En tout état de cause, cela rend d'autant moins probable le fait que les femmes suivent l'appel du PCC à avoir plus d'un enfant, ce qui saperait les incitations à la natalité du PCC. Quoi qu'il en soit, si réforme il y a, il sera intéressant d'observer si des manifestations ont lieu en Chine comme en France contre le relèvement proposé de l'âge de la retraite. Car même si la République populaire de Chine n'est pas démocratique et malgré le contrôle étroit exercé par le PCC sur la population, il vient d'y avoir dans plusieurs villes de Chine, notamment à Wuhan, de bruyantes manifestations de personnes âgées, contre la réduction des fonds de leurs comptes personnels d'assurance maladie, qui pourrait ne pas être sans conséquences à moyen terme sur l'avenir de leur pension de retraite.

Martin K. Whyte